



déclaration CTSD 33 du 27/06/2017

## **Monsieur le Directeur Académique,**

Nous aurions pu aujourd'hui acter définitivement une prévision de rentrée 2017 apaisée mais les bouleversements politiques importants transforment une fois encore l'École en enjeu politique. L'UNSA Education regrette cette précipitation à chambouler les existants sans créer les conditions d'un échange constructif entre les différents partenaires. Semaine de 4 jours, dédoublement des CP, voilà deux chantiers qui auraient mérité un peu plus de sérénité.

Sur le premier point, le décret permettant le retour à la semaine des 4 jours n'est toujours pas publié, pourtant l'émoi est important avec les pressions inévitables des mairies, des parents, ou des enseignants pour ou contre ce retour. Quid de l'intérêt de l'enfant dans cet imbroglio ? A-t-on évalué le bien fondé d'un retour à la semaine de 4 jours ? Non, pas davantage que celui de 4,5 jours. Ce décret pourra entrer en vigueur dès la rentrée 2017. Des maires annoncent d'ores et déjà un changement pour septembre, faisant fi de la réglementation qui sera fixée par le décret, considérant pour acquis les votes des conseils d'école et l'autorisation du Dasen. Les délais sont très contraints et nous souhaitons connaître votre position quant à cette possible mise en place. Il nous semble important que vous ayez, Monsieur le Directeur Académique, une communication claire envers les collègues et les collectivités sur les possibilités de changement, les conditions, ainsi que le calendrier.

Deuxième chantier : le dédoublement des CP (ou plutôt la limitation à 12 de l'effectif par classe) qui, après moult tergiversations, se limite finalement aux REP+. Ici encore c'est la précipitation qui prévaut. Cette mesure se fera à moyens constants. Le ministre entend ainsi redéployer environ 2500 postes de PDMQDC sur des CP dédoublés.

Pour répondre à cette commande ministérielle, vous avez prévu, Monsieur le Directeur Académique, de récupérer les moyens sur un dispositif que l'UNSA Education et le SE Unsa ont inscrit dans leurs mandats depuis de nombreuses années : le PDMQDC. Nous ne opposons pas, loin s'en faut, au dédoublement des CP mais nous considérons qu'il est indispensable de faire coexister les deux dispositifs, qui ne peuvent absolument pas se substituer. Pour notre fédération, il faut entendre les enseignants et les chercheurs avant de décider de l'avenir du dispositif PDMQDC qui est en cours d'évaluation. Dans ce domaine comme dans d'autres, l'UNSA Education rappelle que détermination ne signifie pas précipitation. Les enseignants concernés et ceux qui travaillent avec eux, ne comprennent pas que soit remis en cause un dispositif dans lequel ils se sont fortement engagés, et il est prématuré de condamner cette nouvelle dynamique de travail sans recul suffisant. D'autant, que ce dispositif, affiché comme prioritaire dans l'Académie, et en particulier en Gironde, il y a quelques mois pour la prochaine rentrée, a donné lieu à des actes de candidatures de nos collègues, fondés sur des fiches de poste. Rappelons-nous, le profilage, priorité académique, avait pour objectif, selon vos propos, Monsieur le Directeur Académique, d'assurer la bonne adéquation de la personne nommée au poste proposé. Que devons-nous penser lorsque le contenu du poste change après l'affectation des personnes ? Est-

ce respecter les personnels ? Pendant 3 ans, syndicats progressistes et ministère ont été en accord sur le développement des plus de maîtres que de classes. Nous avons défendu cette innovation pédagogique. Sur le terrain, des jours et des jours de concertations ont été nécessaires pour construire les projets et les enseignants ont fait de grands efforts. Et maintenant, il faudrait jusqu'à taire le nom de ce dispositif. L'UNSA Education demande que l'avis des équipes soit prépondérant dans la réorientation du dispositif en n'évacuant pas, par injonction, la possibilité de co-intervention qui était pourtant privilégiée dans la fiche de poste.

A côté de ces commandes ministérielles, des transformations au niveau départemental surajoutent à l'incertitude de nos collègues pour la prochaine rentrée. Ainsi, malgré ce que vous aviez annoncé à la CAPD du 21 mars, lorsque le SE-UNSA vous avez interrogé sur la mise en place de la circulaire ministérielle sur l'amélioration du dispositif de remplacement, les zones de remplacement que vous allez nous présenter aujourd'hui ne sont pas équivalentes à celles qui existent. Pour l'UNSA Education, l'agrandissement des zones d'intervention ne favorise ni la rapidité d'intervention des remplaçants, ni la qualité de prise de fonctions. Outre le fait, non négligeable, que ces transformations apparaissent post-mouvement et n'ont, de ce fait, pas pu être appréhendées par les collègues, les contraintes géographiques, la distance et le temps de parcours ne semblent pas être pris en compte. Pour l'UNSA Education, la question de la continuité du service public, et donc du service dû aux élèves comme à leurs familles, est un vrai sujet qu'il faut traiter dans la sérénité, en évitant la stigmatisation ainsi que les solutions uniformes et toutes faites. La question majeure reste bien la priorité donnée à la création d'emplois de remplaçants en nombre suffisant sur notre territoire. Elle doit s'accompagner d'une gestion des ressources humaines qui se préoccupe des remplaçants, personnels spécifiques qui doivent souvent, du jour au lendemain, faire preuve de mobilité géographique et d'agilité pédagogique. Signalons également que ces personnels remplaçants subissent la non récupération des dépassements d'heures de classe dues faute de moyens. Par ailleurs, tenter de perfectionner le dispositif de remplacement va de pair avec une amélioration de la prévention pour les professeurs absents. Pour l'UNSA Education, des dispositifs de suivi d'accompagnement des personnels malades ou fragilisés doivent être élaborés. L'UNSA Education attend donc vos éclaircissements.

Concernant les mesures de carte scolaire pour la répartition des 162 postes dont la Gironde est dotée pour la rentrée prochaine qui sont présentées aujourd'hui, il nous semble que le compte n'y est pas en comparaison avec la ventilation présentée lors du CTSD de février. Si nos calculs sont bons, le solde des ouvertures à l'issue de ce CTSD serait de 40 pour septembre, sans compter les 9 dispositifs TPS prévus dont seulement 2 seront actés aujourd'hui. La phase de septembre pourrait-elle être considérée comme une phase d'ajustement si presque la moitié des ouvertures prévues y sont examinées ? L'UNSA Education vous le demande, Monsieur le Directeur Académique, la rentrée 2017 doit-elle n'être qu'incertitude sur tous les tableaux ? L'urgence qui sera générée par les mesures de rentrée est-elle propice à créer les conditions d'accueil optimales pour nos élèves et des conditions de travail satisfaisantes pour nos collègues ? Pour l'UNSA Education, incertitude, revirement, urgence ne sont pas les principes favorables qui permettront de bâtir l'école de la confiance. .

Les élus UNSA Education  
Evelyne BRUN  
Vincent FAUVEL  
Christophe FLOREAN  
Cathy GAUDIN  
Céline GRAVELLIER  
Cédrine SANCIER